

L'INDUSTRIE AU COEUR DU DÉBAT PUBLIC



**CENTRALE THERMIQUE EDF DE CORDEMAIS,
ARCELOR-MITTAL, DCNS/INDRET,
GRAND-PORT MARITIME/NANTES/ST-NAZAIRE,
BERYLCO/COUERON...**

Depuis des années, ces entreprises sont confrontées aux politiques destructrices du patronat et des gouvernements successifs depuis plus de 30 ans. ELLES RENCONTRENT DE GRANDES DIFFICULTÉS QUANT A LEUR AVENIR... Nous ne l'acceptons pas.

EDF CORDEMAIS

En lutte pour la préservation de la centrale thermique indispensable pour tout le grand ouest. Le gouvernement s'entête à vouloir imposer une taxe carbone au 1er janvier 2017, qui par son application entrainera LA MORT de la filière charbon en France et au-delà des 2000 emplois du bassin de l'estuaire de la Loire, c'est plus de 5000 emplois en France. Notre région et le grand ouest se trouveraient dans une précarité énergétique, alors que la centrale ne produit que 12% des besoins de ce vaste territoire. Des solutions d'avenir sont réelles pour assurer son avenir durable. Le charbon peut être totalement décarbonné, il suffit de la volonté politique et des investissements allant dans ce sens. Pour protéger l'emploi et le développement durable.

GRAND/PORT-MARITIME

Incontournable dans l'économie du département, de la région et de notre bassin d'emploi. Le transport maritime est un atout pour le développement économique. Il devrait relever du domaine public maritime. La fermeture de Cordemais aurait des conséquences très négatives concernant son activité globale.

DCNS INDRET

Cette entreprise de la défense nationale est de plus en plus fragilisée dans ses capacités industrielles et de productions. L'entrée de capitaux privés et la politique des gouvernements accélèrent les pertes de compétences et de savoir faire... la défense nationale devient un objet de profits qui éloigne l'établissement de ses missions régaliennes... Inconcevable !!!!!

ARCELOR MITTAL

Dépossédé de son cœur de métier par l'accord AYRAULT/MITTAL de fin 2012, l'entreprise un fleuron du fer blanc est devenue une entreprise condamnée si son cœur de métier n'est pas remis en route et très rapidement... En 2017 une fermeture...

BERYLCO

Cette entreprise Couëronnaise est en grande difficulté par la stratégie financière des propriétaires Japonais.

Dans ce sens l'union locale CGT, ses syndicats et les retraités ont engagé une campagne d'informations et d'actions dans le territoire de la Basse-Loire, qui impacte le bassin d'emploi Nantes /Saint-Nazaire et beaucoup plus largement.

Ce combat engagé par la CGT, est aussi celui de tous les salariés, des populations et des élus politiques. Nous avons écrit et alerté ces derniers depuis des mois : Élus municipaux et les Maires, les Élus et les Présidents de la Région, du Département, de Nantes/Métropole, les Députés et les Sénateurs. Peu d'intérêt de la part de la grande majorité des élus hormis Couëron et Cordemais. Deux réponses : celle de la région Pays de la Loire et des communistes de Nantes et de Nantes/Métropole.

▶ **NOUS NOUS ADRESSONS A TOUS LES SALARIÉS(ES), AUX POPULATIONS, NOUS LES APPELONS A AGIR AVEC LA CGT POUR DÉFENDRE LEURS INDUSTRIES ET LES MILLIERS D'EMPLOIS DE CES ENTREPRISES. ILS REPRÉSENTENT DES MILLIERS DE FAMILLES.**

▶ **NOUS NOUS ADRESSONS AUX ÉLUS(ES) POUR QU'ILS MESURENT LES IMPACTS SUR LA VIE DES COMMUNES EN PARTICULIER ET DES AUTRES INSTITUTIONS ET LA RÉPONSE AUX BESOINS DES POPULATIONS.**



Un emploi industriel représente de 5 à 7 emplois en amont et en aval. CE SONT DONC DES DIZAINES DE MILLIERS D'EMPLOIS QUI SONT CONCERNÉS PAR CETTE SITUATION ET QUI S'ANNONCE ENCORE PLUS DRAMATIQUE... SI NOUS LAISSONS FAIRE !!!!!

La désindustrialisation depuis 40 ans de notre territoire Nantes/Saint-Nazaire, de la Basse-Loire et celle de la France depuis quatre décennies a eu des répercussions très importantes dans la destruction constante des industries. **Elles ne représentent à ce jour que 14 % de la richesse totale créée en France (30 % au début des années 1970), en Allemagne C'EST 30 %.**

Un recul historique sur le plan économique global et les conséquences sur l'emploi, sa **précarité** galopante et accélérée par la « LOI/TRAVAIL » **et un chômage sans précédent.**

On ne construira pas un autre avenir contre les industries, contre les salariés et contre les Français, MAIS AVEC EUX ET POUR EUX.

Dans les années 1980, les discours formulés en France : « *La France doit devenir un pays de tourisme et d'entreprises du tertiaire, l'industrie étant du passé des trente glorieuses d'après-guerre* ».

Le tourisme ne peut être qu'un complément économique de loisirs et de vacances.

La France doit enfin définir une politique industrielle, qui est le cœur de son économie globale, c'est une urgence et un enjeu national pour assurer un autre avenir que celui d'aujourd'hui. Les Services Publics sont au cœur des défis industriels et économiques, les collectivités territoriales représentent plus de 70 % des commandes d'activités pour les entreprises privées.